

Accord sur des élections groupées mais différées

RDC La réaction de la rue reste une inconnue

► Les participants au dialogue national congolais ont fini par s'entendre.

► Il est quasi certain que le Congo n'aura pas d'élection en 2016.

Ce délai-là au moins sera respecté : les participants au dialogue national congolais, « modérés » par le facilitateur Edem Kodjo nommé par l'Union africaine, ont fini par se mettre d'accord sur les séquences des prochaines élections, ce qui devrait permettre aux travaux de se terminer à la date prévue, soit le 17 septembre. Les deux « co-moderateurs » Alexis Thambwe Mwamba et Vital Kamerhe, s'exprimant au nom d'une partie de l'opposition, ont annoncé que l'élection présidentielle aura lieu en même temps que les élections législatives, nationales et provinciales. Rappelons que l'opposition avait longtemps exigé que la première des élections soit la présidentielle alors que le pouvoir plaçait en

faveur des élections au niveau local et des provinces, ce qui était interprété comme une nouvelle manœuvre dilatoire.

Quant à la date de ces multiples scrutins, elle a été laissée aux bons soins de la Commission électorale indépendante (CENI), qui devra auparavant s'atteler à la refonte des listes électorales pour que, enfin fiables, elles ne puissent plus être sujettes à contestation, comme ce fut le cas lors des dernières élections de 2011. Combien de temps faudra-t-il pour « nettoyer » le fichier électoral de tous les morts, les disparus, les « étrangers », pour y inclure les « nouveaux majeurs » et les Congolais de la diaspora ? D'après la CENI, le délai nécessaire est de seize mois et un jour à dater de l'expiration du mandat de M. Kabila le 19 décembre prochain. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) avait, elle, évalué le délai nécessaire à 10 mois et un jour. Il est donc pratiquement certain que le Congo n'aura pas d'élection en 2016. Reste à savoir si, après la date d'expiration de son mandat en décembre, le président Kabila

restera en fonction.

La réaction de la société civile

C'est là que les fossés se creusent : pour la majorité présidentielle, la prolongation du mandat présidentiel est évidente, quitte à nommer un Premier ministre issu de l'opposition. Le nom de Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale, passé à l'opposition et candidat malheureux à la présidentielle de 2011 est souvent cité pour ce. Sur papier, dans les scénarios de Kinshasa, ce scénario inclusif voire consensuel peut être considéré comme un succès, le gage d'un « glissement apaisé ». Mais des hypothèques de taille subsistent : la première, c'est que toute l'opposition n'étant pas représentée, des personnalités comme Moïse Katumbi ou Etienne Tshisekedi, ainsi que les membres du « Rassemblement de l'opposition » ne se sentent pas concernés par cet arrangement. La deuxième inconnue est la société civile en particulier des organisations (Lucha ou Filimbi) capables de convoquer d'importantes manifestations. ■

COLETTE BRAECKMAN